

Le constructivisme, la culture stratégique et la guerre d'Irak

TOBY LAUTERBACH*

D'après les constructivistes, les États-Unis entrèrent en guerre contre l'Irak parce que le gouvernement Bush estima après le 11 septembre que la norme dominante de la culture stratégique, c'est-à-dire la recherche de la stabilité géopolitique par voie de dissuasion multilatérale, avait fait son temps. Cela conduisit les élites au sein du gouvernement Bush à voir le passage de l'Irak à un régime démocratique comme un moyen d'imposer une nouvelle norme internationale de pouvoir hégémonique de police planétaire par voie de guerre préventive unilatérale. Compte tenu des lacunes dans la littérature existante, cet article explique la guerre en Irak par le biais du constructivisme. Pour les constructivistes, un changement normatif dans les idées culturelles stratégiques américaines a joué un rôle causal dans l'invasion de l'Irak. Pour les constructivistes qui prennent une perspective ambitieuse, la tentative de changer les normes de la culture stratégique américaine, et par conséquent sa politique de sécurité nationale, a précipité cette invasion. Un analyste plus prudent affirmerait que le changement normatif préconisé par l'administration Bush a œuvré en tandem avec des calculs basés sur les intérêts, telle que la logique géopolitique, qui mena à cette action militaire. La guerre d'Irak était censée prouver la viabilité d'une nouvelle norme, une guerre préventive unilatérale, préconisée par les entrepreneurs en normes néoconservateurs, les conservateurs traditionnels ainsi que les sympathisants de l'administration Bush. Cela faisait partie d'une plus grande vision culturelle stratégique prêchant la promotion hégémonique de la démocratie par la force. Ces partisans proposaient une nouvelle perspective sur la guerre, le paradigme hégémonique, pour remplacer le paradigme de la guerre qui englobait les stratégies d'endiguement multilatérale et le maintien du statu quo géopolitique. Une stratégie révolutionnaire, insistant sur la guerre préventive comme élément

*L'auteur est doctorant et ancien instructeur à *Purdue University*. Ses intérêts de recherche comprennent le rôle de la culture stratégique dans la guerre en Irak, la théorie et la pratique de la contre-insurrection, l'étude des théories réalistes telles que *Power Transition Theory and Off-Shore Balancing*, l'avenir de l'Organisation du Traité Atlantique Nord et de l'Union européenne, la montée de la Chine comme un concurrent pair et les préoccupations de sécurité de la ceinture du Pacifique. Il est titulaire d'un *bachelor* en sciences politiques de l'*University of Northern Iowa* et d'un *Master* en études de sécurité de *Southwest Missouri State University*.

d'une vision de culture stratégique plus large soutenant la promotion hégémonique de la démocratie par la force, fut proposée à sa place. La norme nouvellement suggérée de guerre hégémonique préventive et de démocratisation de force, visait à modifier l'élaboration de la politique américaine de sécurité nationale en remplaçant le paradigme normatif dominant de la guerre froide. Cet effort semble avoir échoué.

La définition de la culture stratégique

Pour élaborer une définition admissible de la culture stratégique adaptée à cette étude, on doit commencer par définir la *culture* et la *culture politique*. Cela permet d'identifier ce que la culture stratégique signifie pour les constructivistes, une étape nécessaire dans la compréhension de leurs explications sur son rôle en tant que cause de la guerre en Irak.

Au sens le plus large, on peut penser à la culture comme « un ensemble interdépendant de symboles, valeurs, attitudes, croyances, habitudes et coutumes qu'un groupe identitaire développe avec le temps et partage via une interprétation commune et évolutive de sa propre expérience... [que ses membres] utilisent pour classer les différents résultats et faire des choix¹ ». Dans cet ensemble réside la culture politique, qui indique que les « systèmes politiques sont ancrés dans des ensembles de significations et d'objectifs, en particulier dans des symboles, mythes, croyances et valeurs² ». Les définitions de la culture stratégique découlent donc de la définition qui précède mais limitent le sujet aux choix stratégiques³. Les définitions de la culture stratégique varient grandement mais quelques exemples empruntés à d'éminents auteurs démontrent que la culture stratégique traite du rôle des influences culturelles sur la façon dont les entités politiques déterminent quand il convient d'employer la force, comment l'employer au cours d'un conflit et sur quelle base il convient de mettre fin à celui-ci⁴. Les constructivistes réduisent à des ensembles de normes les influences découlant d'une valeur idéale et les habitudes de pratique identifiées par les définitions de la culture et la culture politique. Pour les constructivistes, les influences culturelles qui constituent la culture stratégique sont donc un ensemble de normes.

Pour une approche constructiviste en particulier, la définition suggérée par Kerry Longhurst semble très utile. D'après lui :

... un corps distinct de croyances, attitudes et pratiques concernant l'utilisation de la force, tenu par un collectif [habituellement une nation] et résultant progressivement au fil du temps grâce à un processus historique unique de longue durée⁵ ».

Ainsi, d'après la définition de Longhurst, la culture stratégique se compose donc de normes qui influencent et guident les élites aussi bien que les décideurs

politiques au sein d'un « collectif » ; elle constitue également les actions d'entrepreneurs en normes qui modifient, réorganisent, remplacent, rejettent et créent des normes nouvelles et existantes en se fondant sur leurs expériences passées en matière de normes et de structures normatives⁶. Pour les constructivistes, sa définition identifie la relation dans la culture stratégique entre l'acteur clé des entrepreneurs en normes et l'ensemble de normes qui constituent la culture stratégique. De plus, Longhurst croit que la culture stratégique « n'est ni permanente ni statique », et même si les normes de la culture stratégique ont force d'inertie et peuvent créer une continuité dans le comportement de politique étrangère par l'établissement de règles, ces normes et la culture stratégique qu'ils composent sont malléables et très ouverts aux changements au fil du temps face à d'événements catalytiques traumatisants⁷. Il ouvre ainsi la porte à des moyens par lesquels les idées culturelles normatives stratégiques assurent à la fois la continuité et la définition de manœuvre pour changer les politiques de sécurité nationale, tout comme l'effort pour remplacer le paradigme de la guerre froide par l'option messianiques wilsonienne par les néoconservateurs dans la période qui a précédé la guerre en Irak.

Le constructivisme et la culture stratégique

L'approche constructiviste à la culture stratégique

La première proposition centrale de la vision constructiviste de la culture stratégique est que, contrairement aux analyses matérialistes de la sécurité internationale, les idéaux sous forme de normes comme ceux qui constituent la culture stratégique créent et définissent les intérêts. Ainsi, les entrepreneurs en normes construisent une coalition de soutien qui prône la diffusion de nouvelles normes⁸. Pour les constructivistes, leur étude des relations internationales et de la politique étrangère se concentre sur « les structures normatives internationales et de leurs effets » et « l'interaction entre les structures internationales et les agents locaux du changement » à l'égard du formulaire « les origines et les dynamiques de ces normes⁹ ». Pour ces chercheurs, « idéationnelle, plutôt que les facteurs matériels, explique les politiques particulières de sécurité nationale¹⁰ ». Plus précisément, « les intérêts de sécurité sont définis par les acteurs qui répondent à des facteurs culturels¹¹ ». La raison en est que la formation des intérêts découle d'une « logique d'opportunité » par opposition à « une logique d'importance » car, avant que les gens puissent maximiser les avantages et minimiser les coûts, ils doivent d'abord savoir ce qu'ils veulent ou ce qu'ils croient qu'il convient de faire¹². Les normes et les ensembles de normes dont se composent les structures sociales déterminent les meilleurs moyens permettant de poursuivre les intérêts et définissant ce que de-

vraient être les fins¹³. Par conséquent, les variables indépendantes associées à des intérêts, tels que la conception néoréaliste de l'anarchie, sont en fait des variables dépendantes qui peuvent être créées, modifiées et remplacées par des variables représentant la montée de nouvelles normes culturelles stratégiques¹⁴. Les idées de la culture stratégique exprimée en normes jouent un rôle central dans les résultats de sécurité nationale pour les constructivistes, un facteur qu'ils considèrent comme négligé par l'intérêt des analyses comme ceux des néo-réalistes

En outre, les normes qui constituent la culture stratégique sont dynamiques et malléables, ce qui les rend sensibles aux variations catalytiques ou traumatiques dans les structures normatives sociales plus larges qui composent la société internationale. La diffusion de nouvelles suggestions normatives est rendue possible par des « processus écologiques de l'interaction des acteurs et de leur environnement » et des « arguments du processus social [où] la norme de construction prend la forme de généralisations sur la façon dont [les acteurs] interagissent » comme « une diffusion sociale¹⁵ ». La diffusion des normes proposées est également possible à travers des événements catalytiques qui discréditent les anciens systèmes sociaux et permet l'apparition de nouvelles, sponsorisées par la norme entrepreneurs¹⁶. Le succès ou l'échec des normes suggérées sont déterminés par la « prééminence de la norme » comme un parrainage par des états puissants, « la façon dont [la norme prospective] interagit avec d'autres normes en vigueur [dans les] 'environnement normatif' et... quelles conditions environnementales extérieures la confrontent¹⁷ ». Une norme internationale potentielle devient une norme au niveau de l'état ou d'une unité lors de la « réalité négociée » entre les élites et les groupes importants conduit à son acceptation par l'intermédiaire d'un discours persuasif¹⁸. La pression internationale en faveur de la norme internationale proposée prend forme au fil du temps lorsque des acteurs étatiques et non étatiques qui soutiennent la norme potentielle essayent de convaincre les autres états à suivre la nouvelle norme, conduisant à une « cascade de norme » dans laquelle « l'internalisation de la norme se produit » dans la société internationale¹⁹. Pour les constructivistes, les tentatives de changer les normes qui composent la culture stratégique ne sont pas seulement un processus évolutif. Un changement normatif rapide dans le paradigme stratégique culturel est également possible si les conditions internationales conduisent à des acteurs puissants de devenir réceptifs aux changements radicaux de paradigme dans les politiques de sécurité nationale, comme peut-être a été le cas chez les principaux décideurs de l'administration Bush après le 11 septembre.

Le constructivisme et la guerre d'Irak : un point de départ pour l'analyse

Des recherches constructivistes précédentes expliquent les causes de la guerre en Irak en termes du rôle joué par les néoconservateurs comme des entrepreneurs en normes politiques après le 11 septembre. Andrew Flibbert s'est concentré sur le rôle joué par des entrepreneurs en normes, les néoconservateurs en particulier, et la façon dont ils se montrèrent capables de faire accepter leur vision normative par le gouvernement dans le sillage des attaques du 11 septembre²⁰. Les néoconservateurs, qui peuplaient les échelons inférieurs du gouvernement Bush, offraient un plan d'action qui fut accepté par les responsables politiques conservateurs, un plan qui bousculait les calculs géopolitiques multilatéraux traditionnels des réalistes²¹. À leur place, le gouvernement Bush préférait désormais la vision d'une Amérique de toute évidence éclairée, terrassant la grave menace idéologique et la maladie de l'irrationnel fondamentalisme islamique via l'expansion vigoureuse de l'antibiotique de la démocratie pour combattre le virus des régimes autocratiques²².

Cependant, cette explication est toutefois problématique. Le fait que les néoconservateurs peuplaient les échelons inférieurs du gouvernement Bush signifie que les décisions étaient en fin de compte prises aux échelons supérieurs, c'est-à-dire par George Bush, Donald Rumsfeld, Dick Cheney et Condoleezza Rice²³. Flibbert semble présumer une conversion à l'argument des néoconservateurs en faveur d'une invasion de l'Irak, négligeant le rôle de ces responsables en tant qu'acteurs individuels, en les décrivant comme ayant décidé d'envahir l'Irak en se fondant sur la vision normative néoconservatrice par opposition à quelque autre calcul matérialiste²⁴. En dépit de la sympathie que certains responsables politiques de haut niveau au sein du gouvernement Bush peuvent avoir éprouvée à l'égard des idéaux néoconservateurs, Flibbert ne démontre ni n'établit le fait que des responsables de haut niveau qui appartenaient à la faction réaliste ou nationaliste du mouvement conservateur et qui, dans le cas de Rumsfeld et de Cheney, comptaient parmi les poids lourds de la politique étrangère, se convertirent aux normes proposées par les néoconservateurs et, pour cette raison, décidèrent d'envahir l'Irak²⁵. Il se peut qu'ils aient été d'accord avec la vision normative néoconservatrice ou qu'ils l'aient même acceptée, mais il existe des preuves convaincantes du fait qu'ils ne le firent qu'en s'appuyant sur un calcul basé sur des intérêts géopolitiques matériels, un calcul qui se trouva faire cause commune avec, sans par conséquent leur être subordonné, des aspirations idéationnelles telles qu'une hégémonie américaine éclairée élargissant une zone théorique de paix démocratique²⁶. Les travaux de Flibbert sont viciés parce qu'ils supposent que les néoconservateurs étaient intellectuellement proactifs dans la réflexion et qu'ils trouvèrent une réponse à l'attaque du 11 septembre, incluant l'invasion de l'Irak. On trouve un ex-

cellent exemple dans Cheney et sa logique géopolitique de défensive et d'offensive qui semblait gouverner ses vues. Ses vues comprenaient la « doctrine du un pour cent », d'après laquelle même un risque de un pour cent que l'Irak possède et décide d'employer des armes nucléaires à la lumière du 11 septembre, même dans le seul but de priver l'Amérique de sa liberté d'action, rend une telle situation inacceptable²⁷. En second lieu, d'après la logique irréfutable de l'« effet de démonstration », l'invasion de l'Irak intimidera les états voyous tels que l'Iran et la Corée du Nord, voire même les futurs concurrents potentiels tels que la Chine, au point de les conduire à des politiques de compromis, par opposition au développement d'ADM (armes de destruction massive) qui peuvent contrarier l'influence de la puissance hégémonique dans des régions stratégiques telles que le Golfe Persique²⁸. Cet élément de la logique de Cheney, selon lequel les motivations de certains hauts responsables politiques impliquent des intérêts géopolitiques qui peuvent ou ne peuvent pas fonctionner en conjonction avec une acceptation de la vision normative des néoconservateurs, démontre que Flibbert présente une image incomplète. Nous avons besoin d'une approche plus nuancée et diversifiée pour ébaucher des explications constructivistes du fonctionnement de la culture stratégique américaine qui a conduit à l'invasion de l'Irak.

L'argument constructiviste ambitieux : les normes définissant les intérêts

Une approche ambitieuse constructivistes soutient que l'administration Bush est allé à la guerre en Irak pour établir, *de facto*, l'utilité d'une norme pour la guerre préventive, partie d'une nouvelle vision d'une grande structure sociale de gouvernance hégémonique globale, le paradigme hégémonique. Cette approche représentait une réaction au traumatisme du 11 septembre, permettant à l'Amérique de démontrer qu'elle pouvait fonctionner avec succès en tant que gendarme du monde et d'arrêter la propagation des armes de destruction massive²⁹. L'Amérique peut aussi imposer un projet d'ingénierie sociale massive au Moyen-Orient en aidant au renversement des régimes autoritaires et de placer des personnes directement en charge. L'accès au pétrole, l'assurance de contrôle dans une région géopolitiquement vitale, le facteur de dissuasion des armes de destruction massive dans les mains d'états voyous et la sécurité d'Israël ont tous été importants. Mais régissant l'adoption du nouveau paradigme proposé par l'administration Bush était une tentative de redéfinir l'identité de l'Amérique et de ses relations avec le monde et, par conséquent, la question de savoir comment les États-Unis devraient chercher à atteindre des objectifs matériels. Cette nouvelle stratégie de guerre préventive signifiait l'abandon de la recherche de la stabilité comme le but ultime géopolitique, celui qui avait inclus de laisser la porte ouverte à la possibilité de négocier avec les états voyous du Moyen-Orient. Les États-Unis serviraient leurs intérêts

géopolitiques, sécurité et économiques, en imposant sa volonté et reconstruire cette région à sa propre image³⁰. Ce processus devrait commencer par un changement de régime dans certains états à la recherche d'armes de destruction massive, assurant ainsi l'intimidation d'autres adversaires³¹. Parce que les États-Unis ne pouvaient pas se permettre d'attendre d'être attaqué, ils attaqueraient les premiers pour changer l'ordre international, étant donné les conséquences potentiellement catastrophiques de ne pas le faire. Ce serait également profiter des avantages et des faibles coûts de l'utilisation de sa puissance militaire pour éliminer rapidement leurs ennemis³². En suivant la logique normative de la guerre préventive en tant que gendarme du monde, l'Amérique servirait ses intérêts de sécurité mondiale et régionale.

L'argument prudent constructiviste : les normes comme un supplément aux intérêts

Selon plusieurs constructivistes prudents, les États-Unis sont entrés en guerre en Irak pour répondre aux besoins d'intérêts et d'aspirations normatives, notamment en exerçant un contrôle sur une région géopolitiquement vitale et établir une nouvelle vision du rôle de l'Amérique dans le monde, le paradigme hégémonique. Cette vision prudente recourt à la tendance messianique wilsonienne en favorisant la propagation des valeurs démocratiques universelles grâce, au *de facto* utilitaire d'une norme prospective de la guerre préventive³³. Cette norme, une fois la guerre d'Irak avait servi un de ses buts comme un cas de test réussie, ferait partie d'une structure sociale bienveillante de gouvernance hégémonique mondiale³⁴. Comme causes de la guerre, les constructivistes prudents voyaient l'accès au pétrole, l'assurance du contrôle dans une région géopolitiquement vitales, le contrôle d'armes de destruction massive, la sécurité physique et les questions de sécurité israélienne ainsi qu'un besoin de redéfinir le comportement approprié pour les États-Unis d'atteindre ses objectifs. En somme, les constructivistes prudents suggèrent que les intérêts interagissent avec la manière dont les États-Unis définissent qui ils étaient, ce qu'ils devraient être en termes de culture stratégique, et comment cette définition forma les résultats de la politique de sécurité nationale. L'Amérique ne chercherait plus la stabilité géopolitique dans la région grâce à des compromis insatisfaisants, tels que l'équilibre entre le support à Israël et l'accès au pétrole de la part d'états antagonistes envers Israël³⁵. Pour l'administration Bush, selon les constructivistes, les États-Unis feront face à leurs intérêts sécuritaires et économiques en imposant leur volonté à la région et la reconstruire, à commencer par l'élimination des états en quête d'armes de destruction massive, démontrant ainsi la futilité de défier l'Amérique³⁶. En bref, une

guerre victorieuse et la reconstruction démocratique de l'Irak pourrait servir de *de facto*, légitimation de l'hégémonie américaine. Pour les constructivistes prudents, la tentative de l'administration Bush d'inaugurer le paradigme hégémonique proposé, cherche à satisfaire à la fois l'idéalisme wilsonien et les intérêts pragmatiques dans l'aboutissement de la politique de sécurité nationale. Ce serait tout à fait une dérogation de la froide et calculatrice logique du paradigme normatif de la guerre froide dans la culture stratégique américaine, souvent critiquée pour paraître sacrifier les idéaux pour des gains matériels.

Le constructivisme : l'explication de la guerre d'Irak

Le paradigme normatif de la guerre froide avant le 11 septembre : le cas de la guerre du Golfe

Avant le 11 septembre, comme on le voit dans l'exemple de la première guerre du Golfe, la politique étrangère américaine était régie par un paradigme dominant de la guerre froide. Cette structure normative conservatrice faisait grand cas de la stabilité géopolitique et recherchait une acceptation des intérêts américains via le multilatéralisme. Ce système de normes culturelles stratégiques comprenait également une dépendance de la dissuasion et de l'endiguement alors que l'emploi de la force devenait nécessaire. La première guerre du Golfe représenta une réaction à la menace que faisait peser Saddam en s'emparant du Koweït, ce qui conduisit à l'abandon d'une politique visant à s'en faire un allié³⁷. Du point de vue réaliste de l'administration du premier Bush, laisser un acteur révisionniste disposant d'armes de destruction massive, tel que Saddam, envahir le Koweït en toute impunité encouragerait l'instabilité et d'autres agressions dans l'après-guerre froide³⁸. Une situation dans laquelle l'Irak contrôlerait les ressources pétrolières du Moyen Orient par la force, ce qui lui permettrait de retenir la sécurité économique de l'Occident en otage³⁹. Cela pourrait soumettre les États-Unis, leurs alliés et l'économie internationale à un chantage exercé par un dictateur peu sûr et impitoyable qui avait prouvé sa capacité d'agression⁴⁰. Les États-Unis entrèrent donc en guerre.

De la même manière, le paradigme de la guerre froide, qui a conduit la logique de la première administration Bush durant la guerre du Golfe, a également fortement limité ses actions. Les États-Unis se sont engagés à la guerre mais seulement après s'être acquis le soutien d'une vaste coalition multilatérale, y compris l'acceptation de leurs actions par des gouvernements autoritaires moyen-orientaux tels que ceux de Syrie et d'Égypte⁴¹. En plus du partage des coûts de l'intervention avec leurs alliés européens et japonais, la coalition permit également aux États-Unis d'apparaître dans une lumière positive dans le monde arabe⁴² en

respectant les souhaits des gouvernements arabes et de rejeter les accusations de néocolonialisme⁴³. En outre, les États-Unis avaient des objectifs limités, à savoir l'expulsion de Saddam du Koweït et la consolidation de la position stratégique des États du Golfe, riches en pétrole et vulnérables⁴⁴. Ce plan d'action reflète la manière dont l'approche traditionnelle au Moyen-Orient a appelé à maintenir la stabilité pacifique dans la région, assurant ainsi la stabilité des flux de pétrole nécessaire pour alimenter l'économie globale⁴⁵. Après tout, quand l'Amérique considérait une forte Irak sous Saddam comme un rempart de stabilité, Donald Rumsfeld avait joué un rôle central en tant qu'envoyé politique ayant établi entre l'Irak en guerre contre l'Iran et les États-Unis des relations rendant possible un soutien financier, agricole et technologique destiné à contrebalancer l'influence de l'Iran et à manœuvrer contre les Soviétiques pour obtenir les faveurs de Saddam. Un tel comportement ne peut être décrit autrement que comme le type exact de multilatéralisme et de tactiques de maintien de l'équilibre contre lesquels s'insurgeaient les néoconservateurs⁴⁶.

L'exécution de la phase terminale de la guerre du Golfe reflète également cette orientation prudente de la culture stratégique. Fonctionnant au sein du paradigme de la guerre froide, la logique réaliste du conseiller en sécurité nationale, Brent Scowcroft, le meilleur ami de Bush père et le mentor de Condoleezza Rice, a influencé les décideurs à voir l'Irak comme un instrument précieux pour contrecarrer la puissance iranienne⁴⁷. La première administration Bush craignait également le danger potentiel du chaos régional sanglant si l'Irak s'écroulait⁴⁸. Dans « *Why We Didn't Go to Baghdad* », Bush et Brent Scowcroft expliquent pourquoi ils n'ont pas aidé les révoltes d'après-guerre : « Nous étions préoccupés par l'équilibre à long terme du pouvoir au golfe. Démembrer l'État irakien poserait ses propres problèmes de déstabilisation⁴⁹ ». Par ailleurs, aller à Bagdad aurait conduit à de coûteuses 'missions d'enlèvement', et aurait subi des coûts humains et politique incalculables », d'autant que « la coalition se serait instantanément effondrée, les Arabes auraient déserté et d'autres se seraient désengagés⁵⁰ ». Cette volonté des États-Unis à maintenir l'unité de l'Irak et de préserver la coalition multilatérale signifiait l'abandon des Kurdes et des chiites quand ils se révoltèrent après la guerre du Golfe⁵¹. Par ailleurs, Bush et Brent Scowcroft avaient souligné que « la Turquie et l'Iran s'étaient opposés à la suggestion d'un État kurde indépendant », tandis que le secrétaire à la Défense Cheney avait affirmé que la Syrie et l'Iran convoitaient le territoire irakiens⁵². L'administration souhaitait également réduire les pertes et les coûts ; Cheney avait carrément affirmé : « Combien d'autres morts américains vaut Saddam ? Notre jugement a été, pas beaucoup, et je pense que nous avons raison⁵³. Même Paul Wolfowitz ne voulait pas renverser Saddam à cette époque. Il pensait essentiellement que la guerre avait pris fin prématuré-

ment en termes de dégradation des forces militaires de ce dernier⁵⁴. Le paradigme de calcul politique prudent de la guerre froide dominait la décision.

La prudence du paradigme de la guerre froide a produit une situation que l'idéalisme des néoconservateurs considérait comme insatisfaisant. La survie de Saddam à la révolte a conduit à une politique d'endiguement de son pouvoir sous la rubrique de la légitimation des institutions internationales comme les Nations Unies (ONU), d'exclusion aérienne et des régimes d'inspection d'armes soutenus par la menace de dissuasions punitives⁵⁵. On peut décrire ces comportements comme le type exact de la tactique du multilatéralisme et d'équilibre dont les néoconservateurs était contre, bien différent de la politique suivie par l'administration Bush après le 11 septembre. Pour les néoconservateurs, le paradigme de la guerre froide a permis à la brebis galeuse, un ennemi des États-Unis, de s'en sortir et de commettre des actes encore plus odieux.

De la doctrine Weinberger-Powell à l'élection de 2000

On trouve l'expression de jure de la logique normative de la culture stratégique américaine, comme en témoigne le comportement *de facto* des États-Unis pendant la guerre du Golfe, dans le *Weinberger-Powell Doctrine*, l'antithèse de la stratégie de sécurité nationale de 2002 en tant que guide formel pour la politique américaine de sécurité nationale. La quintessence de ce contre quoi le gouvernement Bush se révoltait est capturée dans la doctrine Weinberger-Powell, une réaction au Viêt-Nam et à l'attaque à la bombe contre le cantonnement des *Marines* américains à Beyrouth⁵⁶. Cette doctrine stipulait que « l'Amérique ne devrait pas engager ses forces de combat dans des missions à l'étranger, sauf si l'opération était vitale pour les intérêts américains, si la mission avait des objectifs politiques et militaires dans la phase de combat définis clairement et si elle bénéficiait d'une garantie raisonnable de soutien par l'opinion publique américaine⁵⁷ ». En outre, « l'utilisation de troupes de combat américaines devraient être utilisé en dernier recours », et ils devraient être employés « uniquement dans les cas où les États-Unis avaient l'intention claire de gagner⁵⁸ ». Cette prudence était l'antithèse de l'emploi de la guerre préventive. Le ton circonspect de la doctrine est en discordance avec le wilsonisme messianique et les objectifs ambitieux de l'hégémonie américaine manifestés dans le paradigme proposé pendant la seconde administration Bush, quand le jeune Bush et Rice abandonnèrent la doctrine Weinberger-Powell après le 11 septembre.

Le plaidoyer politique : les entrepreneurs en normes néoconservatrices

De la fin de la guerre d'Irak au 11 septembre, le paradigme dominant de la guerre froide fut contesté par la vision dissidente néoconservatrice d'une hégémonie éclairée et du droit de l'Amérique à intervenir unilatéralement lorsqu'elle était confrontée par des états voyous. Bien avant le 11 septembre, les entrepreneurs en normes néoconservateurs faisaient pression en faveur d'une affirmation d'hégémonie unilatérale à la place de la façade étouffante du multilatéralisme. En tant qu'élément de ce paradigme normatif général, ils firent également pression en faveur du recours à la guerre préventive plutôt qu'aux stratégies traditionnelles de dissuasion et d'endiguement dans le cadre de ce paradigme normatif global. Pour les néoconservateurs, « la vérité est que l'hégémonie éclairée exercée par les États-Unis profite à une vaste portion du monde » et est préférable aux solutions de rechange multipolaires que représentent des États comme la Chine, l'Allemagne, le Japon ou la Russie⁵⁹ ». En fait, « aucune nation ne veut vraiment une multipolarité véritable » car aucune n'est « prête à faire le même genre de sacrifices à court terme que les États-Unis sont disposés à faire à long terme dans l'intérêt de la préservation de l'ordre mondial⁶⁰ ». Même si les nations voulaient une multipolarité, cela ne fait que mener à une multiplication des dissensions et des conflits comme on l'a vu dans le cas des tensions régionales créées par les tentatives de développement de sa puissance effectuées par la Chine⁶¹. Selon les néoconservateurs, un multilatéralisme de cette sorte, par opposition à une reconnaissance et à une acceptation ouvertes de l'hégémonie américaine, est dangereux car il donne aux acteurs qui n'ont pas la force ni le désir de jouer un rôle à la mesure de leurs responsabilités dans un monde multipolaire un droit de veto sur la politique américaine⁶². Les néoconservateurs proposent un nouveau projet normatif, le paradigme hégémonique, pour guider la culture stratégique américaine et donc la politique de sécurité nationale.

En conséquence, les néoconservateurs voient la guerre préventive comme une composante essentielle d'un nouveau paradigme hégémonique, celui qui permettrait d'éviter les dangers du multilatéralisme. Pour les États-Unis, compte tenu de leurs intérêts et de leurs engagements à l'échelle planétaire, une activité multilatérale n'apporte pas grand-chose et peut en fait se révéler très coûteuse car la complaisance à l'égard des sensibilités européennes peut retarder une première frappe opportune, efficace et donc responsable en réaction à des menaces auxquelles l'Amérique peut effectivement opposer des moyens militaires que ses alliés européens ne possèdent pas⁶³. Un tel multilatéralisme, comme le soutient Scooter Libby, a en fait entravé la politique américaine en encourageant la coopération avec des régimes autoritaires pas très chauds, voire même franchement hostiles, au

Moyen Orient⁶⁴. Cette coopération fit naître un terrorisme contre les États-Unis, des actes qui sont ensuite encouragés par des réactions américaines se manifestant par des gestes diplomatiques mous ou vains⁶⁵. Libby conclut que le multilatérisme par opposition à une hégémonie assurée, « a fait apparaître l'Amérique comme affaiblie » car la dissuasion et l'endiguement ne contribuent pas « à façonner l'environnement d'une manière qui décourage d'autres agressions contre les États-Unis⁶⁶ ». Cette réflexion témoigne de la plus grande logique derrière le soutien pour un révisionniste du paradigme culturel hégémonique stratégique qui remplacerait la logique du statu quo de la guerre froide. Les néoconservateurs croient que le cas de l'Irak en particulier a démontré à la fois l'échec de la dissuasion et de l'endiguement multilatéral ainsi que la nécessité pour l'hégémonie du maintien de l'ordre. L'insatisfaction due à l'état final politique moralement ambiguë de la guerre du Golfe, couplé avec le succès fulgurant et à faible coût de la puissance militaire américaine, a conduit les néoconservateurs et les sympathisants conservateurs traditionnels, tels que Donald Rumsfeld, à penser que ce conflit était une opportunité perdue⁶⁷. Pour les néoconservateurs, les États-Unis auraient pu utiliser la guerre comme un tremplin pour une gouvernance mondiale fondée sur la bienveillante hégémonie de l'Amérique⁶⁸. Par la vertu de la puissance militaire écrasante, les États-Unis pourraient empêcher la montée de tout concurrent pair hostile⁶⁹. Les néoconservateurs ont fait valoir que l'Amérique ne pouvait pas dissuader Saddam parce qu'il était un « preneur de risque pathologique. En dépit des théories de la dissuasion, il a attaqué l'Irak en vertu de la croyance erronée que son régime s'effondrerait rapidement... et il a attaqué le Koweït parce qu'il a calculé que les États-Unis ne réagiraient pas⁷⁰ ».

Selon les néoconservateurs, un shérif hégémonique américain peut maintenir la paix grâce à une action préventive, mais seulement en renonçant à la contrainte de la diplomatie multilatérale froide. Pour démontrer que l'« une des vertus de l'action préemptive... est qu'elle est souvent moins coûteuse que les solutions de rechange », ils ont recours à l'attaque israélienne du réacteur nucléaire Osirak qui empêcha Hussein de disposer d'armes nucléaires au moment de la guerre du Golfe⁷¹. La condamnation pratiquement universelle de cette action par des institutions multilatérales, telles que l'ONU, est également considérée comme une preuve de la futilité d'une soumission des décisions relatives à l'emploi de la puissance américaine à un instrument aussi faible⁷². En fait, l'accommodation multilatérale de Saddam Hussein pendant les années Reagan et Bush, basée sur la logique de la *realpolitik*, se retourna contre l'Amérique après l'invasion du Koweït⁷³. Par conséquent, dans un monde où l'hégémonie et la puissance militaire américaines sont indispensables pour régler les litiges ou apporter la stabilité, et où elles sont acceptées par la communauté internationale sur cette base au moins en ter-

mes de *de facto*, cela devrait être légitimé ouvertement comme un aspect positif et non ployer sous des contraintes et des lamentations multilatérale pesantes⁷⁴. Gardant l'exemple de l'Irak à l'esprit, comme l'a soutenu Zalmay Khalilzad, les États-Unis devraient également « empêcher la montée d'un rival planétaire pour un avenir indéterminé » et « être disposé à employer la force si nécessaire pour empêcher un tel développement⁷⁵ ». Le paradigme hégémonique proposé, avec le gros bâton de la guerre préventive pour maintenir les états voyous et les concurrents pairs potentiels en ligne, pourrait attirer d'autres que les néoconservateurs.

Les attraits et limites de la proposition des néoconservateurs avant le 11 septembre

La sympathie des hauts responsables politiques de Bush aux politiques néoconservatrices était évidente, même avant le 11 septembre. Par exemple, la méfiance des institutions multilatérales se révèle lorsque l'administration Bush « a rejeté le Protocole de Kyoto, ... retrait du Traité sur les missiles antibalistiques, [et] sabordé le traité contre les mines et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires⁷⁶ ». En outre, elle a refusé d'autoriser les militaires et citoyens américains d'être soumis à la Cour pénale internationale⁷⁷. Ainsi, « durant [ses premier] six mois, l'administration a annoncé son intention de rejeter six accords internationaux⁷⁸ ». Ces attaques sur le multilatéralisme étaient entièrement compatibles avec les orientations de politique de défense de 1992, faite par les néoconservateurs comme Wolfowitz et Libby et les conservateurs sympathisants, comme l'ancien secrétaire de la Défense Dick Cheney, qui a plaidé pour la prévention de la « réémergence d'un nouveau rival », même si cela signifiait une action militaire préventive⁷⁹. À l'époque, en l'absence d'un évènement transformateur comme le 11 septembre, la divulgation de ce document par le *New York Times* conduisit à une réaction négative massive aux niveaux national et international, qui entraîna la rétraction forcée du document d'origine. Il finit par être présentés de nouveau dans une version édulcorée mettant l'accent sur les stratégies traditionnelles de dissuasion et d'endiguement multilatéraux⁸⁰. Malgré quelques confluent de sympathie entre les hauts responsables politiques de Bush père et les néoconservateurs, la capacité réelle de chaque groupe d'atteindre ses objectifs a été fortement limitée avant le 11 septembre.

On a également vu l'ouverture des décideurs politiques de Bush au plan des néoconservateurs pour la réfection de la culture stratégique américaine et donc sa politique de sécurité nationale, dans leur insatisfaction à l'égard de l'administration Clinton, concernant les états voyous en particulier. Sous Rumsfeld, la commission de 1998 pour évaluer la menace des missiles balistiques aux États-Unis,

ont fait valoir que « la menace pour les États-Unis posée par ces nouvelles capacités est plus grande, plus mature et évolue plus rapidement qu'il n'a été signalé dans les estimations et les rapports établis par la communauté du renseignement⁸¹ ». La commission a en outre averti que, grâce à de nouveaux vecteurs, les états voyous pourraient frapper les États-Unis « dans environ cinq ans à partir de la décision d'acquérir une telle capacité (dix ans dans le cas de l'Irak)... [et par] des moyens alternatifs de livraison [qui] peuvent raccourcir le délai d'alerte ramenés pratiquement à zéro⁸² ».

Rumsfeld en particulier, reflétait la philosophie de nombreux conservateurs, néoconservateurs et des militaires quand il rencontra l'OTAN qui s'était proposé d'aider en Afghanistan, avec une réponse glaciale⁸³. Il considérait les avantages politiques d'une telle aide comme ayant une valeur secondaire comparée aux contraintes tactiques et opérationnelles liées à une participation de l'OTAN qui entraverait la puissance hégémonique de faire étalage de sa force et de contrôler la stratégie⁸⁴. Cette attitude était le résultat de l'expérience peu satisfaisante du Kosovo, où les « États-Unis exécutèrent les deux tiers de toutes les missions pendant la guerre mais se retrouvèrent gênés dans leurs mouvements par des Européens qui contrarieront les politiques de choix des objectifs et des moyens de traitement ainsi que les missions⁸⁵ ». Les néoconservateurs et les décideurs politiques de Bush senior ont estimé que dans la mesure où les États-Unis se chargeaient du combat, ils devraient par conséquent avoir la part du lion en matière de prise de décisions⁸⁶. Le rôle des Européens dans l'OTAN et à l'ONU était de « mettre de l'ordre » après la reconstruction via des activités de maintien de la paix et de construction d'état comme il convient aux états-clients et satellites satisfaits⁸⁷. Le comportement de l'administration Clinton face à des états voyous récalcitrants a conduit à un mécontentement chez les décideurs politiques de Bush et les néoconservateurs.

Avant le 11 septembre et en dépit de ces irritations, le paradigme hégémonique prospectif préconisé par les néoconservateurs avait peu de traction en termes d'acceptation par les décideurs de haut niveau nécessaire pour renverser les normes établies de la guerre froide de la politique de sécurité nationale américaine. Ces tentatives de redéfinir la politique étrangère américaine d'une manière plus agressive et plus explicitement dominante, notamment grâce à l'aide de changement de régime en Irak comme un cas de test, s'est avéré largement infructueuse⁸⁸. En raison de l'opposition nationale et internationale, la version de Wolfowitz rendue publique, et les conseils de Cheney sur la planification de la défense de 1992, ont dû être atténués dans leur appel aux États-Unis à résister à la montée de tout concurrent pair et d'étendre le moment unipolaire⁸⁹. Le document avait particulièrement besoin de changements parce qu'il désignait les alliés en Europe, et pas seulement les ennemis ou les adversaires traditionnels de l'Amérique tels que la

Russie et, de plus en plus, la Chine⁹⁰. La lettre ouverte du projet pour le Nouveau siècle américain, appelant les États-Unis de s'engager à renverser le régime de Saddam Hussein, peut avoir mené à la Loi sur la libération de l'Irak. Par contre, les tentatives réelles de renverser le gouvernement étaient limitées à des opérations clandestines ratées et prudentes par l'administration Clinton et le commandement central américain beaucoup plus partisans de la mentalité du paradigme normatif de la guerre froide pour contenir Saddam⁹¹.

Le début de l'administration Bush semblait suivre la culture stratégique américaine du paradigme de la guerre froide. Dans son premier mandat, avant le 11 septembre, l'orientation des décideurs envers l'Irak a souvent été prudemment réaliste, avec Rice appelant à « une déclaration claire et classique de dissuasion⁹² ». De même, Cheney semblait avaliser la politique de confinement de l'administration Clinton, en disant que « nous voulons maintenir notre position actuelle vis-à-vis de l'Irak⁹³ ». Sa position comprenait l'application de sanctions plus intelligentes pour apaiser un support multilatéral de plus en plus malcommode⁹⁴. Cela signifiait aussi une réduction des interventions humanitaires américaines à l'étranger comme en Bosnie, en Somalie, en Haïti et au Kosovo⁹⁵. Ou, comme Bush a soutenu, « Je ne suis pas sûr que le rôle des États-Unis est d'aller dans le monde et dire, 'Ceci est la meilleure manière de faire les choses'⁹⁶ ». En conséquence, sauf une poignée de responsables néoconservateurs comme Wolfowitz et Libby, personne ne voulait la guerre avec Iraq⁹⁷.

Le 11 septembre et le paradigme normatif néoconservatrice

Pour les constructivistes, le 11 septembre remis en question l'ensemble de l'édifice normatif de la guerre froide qui a régi la politique étrangère américaine, non seulement à l'égard du Moyen-Orient et de l'Irak, mais aussi avec ce qui a été identifié comme étant le véritable rôle des États-Unis dans le monde. Avant le 11 septembre, peu de gens dans l'administration Bush (qui était essentiellement préoccupés par la montée en puissance de la Chine et la défense antimissile balistique comme une alternative au Traité sur les missiles antibalistiques) a considéré le terrorisme comme une sérieuse menace⁹⁸.

La tentative américaine de préserver la stabilité à travers le multilatéralisme a conduit à al Qaïda qui percevait les États-Unis comme « l'ennemi lointain » soutenant « l'ennemi proche », des gouvernements autoritaires tyranniques⁹⁹. En somme, les attaques du 11 septembre ont remis en question la traditionnelle approche vis-à-vis de l'Irak et du Moyen-Orient, ouvrant la voie au changement de politique de sécurité nationale, le paradigme hégémoniques mis en avant par les néoconservateurs.

Tout d'abord, les néoconservateurs ont critiqué le paradigme de la guerre froide à travers une analyse des menaces qui a fait ressortir que les états voyous, en plus des organisations terroristes avec lesquelles ils sont souvent eux-mêmes alliés, ne pouvaient pas être dissuadés, une situation exigeant une guerre préventive. Ces interventions utilisant une technologie militaire supérieure empêcheraient les états voyous d'imiter al Qaïda¹⁰⁰. En revanche, la guerre préventive offre l'option d'éliminer rapidement les régimes antagonistes et encourage les autres états à rentrer dans les rangs, de peur d'être les suivants¹⁰¹. Deuxièmement, selon l'administration Bush, exhorter les alliances multilatérales encombrantes à prendre des décisions, dans un monde où la diffusion de la technologie et de l'intégrisme islamique radical nécessitent des réponses rapides, pourrait conduire à la catastrophe¹⁰². Colin Powell a plaidé en faveur de cette nouvelle doctrine néoconservatrice :

Le lien potentiel entre les terroristes et les armes de destruction massive avaient hissé le terrorisme à un nouveau niveau de menace, une menace qui pourrait ne pas être dissuadée à cause de cette connexion entre les états qui développent des armes de destruction massive et les organisations terroristes prêtes à les utiliser sans aucune compunction ni aucune possibilité de les décourager¹⁰³.

Dans la logique du paradigme hégémonique, une norme culturelle stratégique embrassant la guerre préventive empêcherait la répétition des attaques terroristes catastrophiques sur le World Trade Center et le Pentagone.

Les attaques du 11 septembre ont également donné créance à l'argument des néoconservateurs qu'un changement de régime pourrait consolider l'hégémonie américaine en exportant la démocratie. Les néoconservateurs ont fait valoir que la vieille politique de soutien aux gouvernements autoritaires avait conduit à soutenir des dictateurs comme Saddam et de rejeter la démocratie, ce qui a conduit à la répression politique qui a motivé des groupes comme al Qaeda¹⁰⁴. Aux yeux des néoconservateurs, l'emphase de la guerre froide sur le respect de la souveraineté pour soutenir la stabilité a conduit les États-Unis à ignorer les besoins politiques du peuple arabe, permettant ainsi au *djihadisme* islamique de s'épanouir¹⁰⁵. Travailler avec les gouvernements autoritaires pour dissuader et contenir des menaces communes, comme l'Iran dans le passé et aujourd'hui l'Irak, a donné lieu à supporter des gouvernements détestés par leur peuple qui par la suite détestait les États-Unis¹⁰⁶. En revanche, en s'appuyant sur la guerre préventive à travers l'hégémonie unilatérale signifierait que les États-Unis pourrait défendre ses valeurs et construire un support parmi le peuple des états despotiques, « comme l'obsession réaliste avec des intérêts 'vitaux' qui n'ont, de toute façon, jamais été entièrement assorti à la définition des intérêts nationaux de l'Amérique¹⁰⁷ ». Les néoconservateurs croyaient que le renversement de ces régimes fournirait l'option d'un gouvernement plus attrayant pour les gens du Moyen-Orient via l'introduction

de la démocratie libérale et du libre marché comme une alternative viable au *jihad* islamique, aux autocraties féodales et aux Ba'athists corrompus¹⁰⁸ ».

Après le 11 septembre, les entrepreneurs en normes néoconservateurs lancèrent une offensive verbale, remettant en question la validité des normes traditionnelles de la guerre froide qui régissaient la stratégie américaine et faisant pression en faveur de la guerre préventive. Richard Perle et Paul Wolfowitz étaient à l'avant-garde en présentant les arguments « contre un faux réalisme à courte vue qui recherchait à tort un compromis avec le mal¹⁰⁹ ». Comme le soutint Wolfowitz, « l'idée selon laquelle nous pourrions vivre avec 20 autres années de stagnation au Moyen Orient, qui engendre cet extrémisme et ce terrorisme est, à mon avis, inacceptable, en particulier après le 11 septembre¹¹⁰ ». De telles croyances étaient nées du fait qu'il avait personnellement été le témoin de la démocratisation d'alliés proches tels que les Philippines et la Corée du Sud, ce qui le conduisit à soutenir que « la démocratie est une idée universelle » et que « permettre à un peuple de se gouverner favorise les intérêts américains et la cause de l'Amérique¹¹¹ ». David Frum et Perle présentèrent explicitement le même argument, affirmant que « les ambitions de Saddam Hussein étaient suffisamment dangereuses avant le 11 septembre, il fallait les considérer comme un danger évident et immédiat pour les États-Unis¹¹² ». La lettre ouverte du 20 septembre 2001 du projet du Nouveau siècle américain, neuf jours après le 11 septembre, résumait cette perception de la nécessité d'éliminer l'Irak : « même si aucune preuve ne lie directement l'Irak à l'attaque, toute stratégie visant l'élimination du terrorisme et des ses parrains doit inclure un effort déterminé de renversement de Saddam Hussein en Irak¹¹³ ». Ce point est souligné par l'assertion de Douglas Feith selon laquelle « les organisations terroristes ne peuvent survivre pendant des périodes prolongées pour pouvoir mener des opérations à grande échelle si elles ne sont pas soutenues par des états¹¹⁴ ». Ces déclarations révolutionnaires illustrent l'intensité du désir des néoconservateurs pour renverser le paradigme de la guerre froide qui constituait la culture stratégique américaine.

En plus des coûts d'une inaction face à des états voyous agressifs et des avantages potentiels d'une démocratisation, la guerre préventive était considérée comme une stratégie sans grand risque pour la seule superpuissance restante. Ken Adelman aida à préparer l'attaque de l'Irak en déclarant dans un éditorial du *Washington Post* qu'il croyait que « démolir la puissance militaire d'Hussein et libérer l'Irak seraient du gâteau » ; cet optimisme reposait sur les précédentes performances militaires américaines contre l'Irak, combinées aux progrès exponentiels accomplis par l'Amérique en termes de moyens militaires tels que les munitions à guidage de précision et à la dégradation correspondante de la puissance militaire conventionnelle irakienne par suite des sanctions¹¹⁵. Ces déclara-

tions capturent les trois éléments de l'argument des néoconservateurs en faveur de la guerre préventive hégémonique unilatérale. Il existe d'abord le danger que des ennemis, en particulier des états disposant de ressources supérieures et désirant obtenir des ADM, puissent infliger des dommages catastrophiques. Ensuite, l'attraction de la démocratie et la compétence technique américaine dans le domaine militaire abaisseraient le coût de la guerre et de la reconstruction. Enfin, l'élimination d'une menace et son remplacement par un état idéologiquement satisfait pourraient contribuer à transformer une région géopolitiquement vitale mais source de problèmes. Après le 11 septembre, l'approche traditionnelle de l'ère de la guerre froide n'offrait aucun attraits.

La persuasion réussie : la stratégie de sécurité nationale de 2002

Ces points de vue trouvent leur expression officielle dans la stratégie de sécurité nationale de 2002, écrite par le conseil national de sécurité sous Rice. En 2002, sans la menace de la guerre froide que le confinement multilatéral pourrait décourager, l'Amérique avait besoin d'une structure normative nouvelle pour répondre à la menace du « radicalisme et de la technologie » et des ennemis à la poursuite d'armes de destruction massive, une structure qui pourrait agir « contre les menaces émergentes avant qu'elles ne soient totalement formés¹¹⁶ ». La stratégie a commencé par définir ce que l'Amérique était, le vainqueur dans « un grand combat sur les idées : visions totalitaires destructrices contre la liberté et l'égalité¹¹⁷ ». Ces victoires ont démontré que le modèle démocratique libéral et le libre-marché des États-Unis a été universellement applicable et responsable par son statut de puissance mondiale dominante, exigeant ainsi qu'ils « défendent la liberté et la justice, car ces principes sont justes et vrais pour tous les gens et partout¹¹⁸ ». La dissuasion aurait pu fonctionner contre le « *statu quo*, aversion au risque adverse » de l'Union soviétique, mais elle était « moins susceptible de réussir à l'encontre de dirigeants d'états voyous plus disposés à prendre des risques, jouant avec la vie de leur peuple et la richesse de leurs nations¹¹⁹ ». En outre, l'affirmation que « le chevauchement entre les états qui parrainent le terrorisme et ceux qui poursuivent des ADM, nous contraint à l'action », implicitement lie les commanditaires du terrorisme d'état directement à des terroristes comme bénéficiaires potentiels d'armes de destruction massive, ce qui pourrait entraîner de nouvelles attaques catastrophiques¹²⁰. Compte tenu de cette hypothèse, la guerre préventive devenait d'autant plus nécessaire que « plus grande est la menace, plus grand est le risque de l'inaction, et plus convaincant est le cas de prendre des mesures préventives pour nous défendre, même si l'incertitude demeure quant à la l'heure et au lieu de l'attaque de l'ennemi¹²¹ ». La stratégie de sécurité nationale de 2002 offre un ex-

cellent point de départ pour comprendre l'acceptation de l'administration Bush du paradigme prospectif hégémonique, justifiant l'invasion de l'Irak.

La preuve de la persuasion : les vues des décideurs politiques

Les déclarations des élites traditionnelles conservatrices de l'administration Bush, comme le président Bush et Rice, révèlent comment les entrepreneurs de normes néoconservateurs ont réussi à convaincre les principaux décideurs à accepter la vision prospective du paradigme hégémonique du rôle global de l'Amérique. Le danger que représente l'Irak possédant des armes de destruction massive résidait dans le fait que Saddam « pourrait fournir ces armes aux terroristes, leur donnant les moyens d'allier leur moyen à leur haine¹²² ». En conséquence, dans les remarques à West Point le 1^{er} Juin 2002 (à peine neuf mois après le 11 septembre), Bush avait averti que « si nous attendons que les menaces se matérialisent, nous aurons attendu trop longtemps... Nous devons engager l'ennemi, perturber ses plans et affronter les pires menaces avant qu'elles n'émergent¹²³ ». En outre, les États-Unis étaient justifiés à jouir de cette exemption hégémoniques au droit international à la fois en vertu de leur pouvoir ainsi que par leur légitimité morale de leur statut en tant que « seul modèle survivant du progrès humain¹²⁴ ». En demandant le soutien de l'ONU pour faire appliquer ses résolutions sur l'Irak, Bush a fait un choix clair : « Est-ce que les Nations Unies servent l'intention de sa fondation ou seront-elles sans importance¹²⁵ ? ». Par ailleurs, en écho au néoconservateur Robert Kagan et la stratégie de sécurité nationale de 2002, Rice a déclaré que « les États-Unis sont un pays très particulier en ce que, lorsque nous maintenons la position de puissance militaire qui est aujourd'hui la nôtre, nous le faisons pour soutenir un équilibre des forces qui favorise la liberté¹²⁶ ». Cela a également légitimé la prévention du développement d'autres puissances et l'utilisation de la guerre préventive, selon Rice, parce que le leader du monde libre a toujours réservé le droit de frapper le premier si nécessaire pour sa sécurité¹²⁷.

La passion de Bush a été égalée par les glaciaux, mais pas moins idéologiques, calculs de Cheney sur la nécessité de la seule superpuissance, l'Amérique, de mener la guerre préventive unilatérale comme une façon de refaire le monde pour le mieux. La vision normative des néoconservateurs du paradigme hégémonique rentrait dans les calculs du vice-président en ce qui concernait les intérêts de sécurité des États-Unis. Le 8 septembre 2002, dans un segment de *Meet the Press*, Cheney a fait valoir que l'endiguement et la dissuasion, quelle que soit leur utilité durant la guerre froide, ont été de peu d'utilité contre Saddam¹²⁸. Il a cité non seulement la défaillance des sanctions mais aussi le 11 septembre, affirmant que tout comme l'Amérique ne pouvait pas dissuader ou contenir des terroristes, elle

ne pourrait pas le faire avec un leader obsédé par l'obtention d'armes de destruction massive¹²⁹. Comme preuve de la nécessité de prendre des mesures préventives pour initier un changement de régime, il a évoqué son expérience des séances d'information avec la *Central Intelligence Agency* (CIA) durant la guerre du Golfe, qui l'avait informé que l'Irak était à des années d'obtenir des armes nucléaires¹³⁰ ; « De nouveaux renseignements cependant, nous ont signalé que l'Irak était à six mois de développer un dispositif nucléaire au début de la guerre¹³¹ ». Par conséquent, Cheney a utilisé une rhétorique néoconservatrice en soutenant que « si nous ne réagissons pas aujourd'hui, Saddam et tous ceux qui suivraient ses traces s'enhardiront demain... D'une façon ou d'une autre, un jour, je vous garantis qu'il se servira de son arsenal¹³² ». Cette déclaration justifiait ainsi une action préventive contre l'Irak en particulier et les états voyous en général¹³³. La proposition des néoconservateurs pour un nouvel ensemble de normes dans la culture stratégique américaine et donc d'orienter la politique de sécurité nationale, était compatible avec les calculs de Cheney pour les intérêts de sécurité américaines.

Les croyances personnelles de Cheney, et l'accent sur l'utilité de la force hégémonique comme un moyen d'intimider les adversaires, étaient en accord avec les deux principes néoconservateurs et le paradigme normatif proposé. Dans un discours devant les anciens combattants des guerres étrangères, le 26 août 2002, il a déclaré que « nous allons, sans question » employé la guerre préventive pour empêcher l'occurrence d'une « attaque encore plus dévastatrice [que celle du 11 septembre] » aux mains des terroristes ou des états voyous¹³⁴. Il a ensuite mentionné les avantages de changement de régime en Irak, où « les peuples épris de liberté de la région auront une chance de promouvoir les valeurs qui peuvent apporter une paix durable¹³⁵ ». La doctrine de Bush de l'action unilatérale par une hégémonie bienveillante était donc étayée par la « logique de un pour cent » de Cheney : même si seulement une chance de un pour cent de chance qu'il existe une attaque d'armes de destruction massive dans l'avenir, les États-Unis doit répondre et éliminer cette menace¹³⁶. Selon l'ancien conseiller Aaron Friedberg, Cheney était à la recherche d'un « effet de démonstration » par « le détrôner [Saddam] parce que [nous] pouvons » et ainsi « d'encourager les autres » à bien se conduire¹³⁷. L'idée derrière l'attaque de l'Irak reposait sur le fait que les États-Unis avaient subi une attaque dévastatrice, l'Amérique doit faire comprendre à ceux qui ont soutenu de tels actes qu'ils paieraient un prix horrible¹³⁸. Les États-Unis avaient besoin « d'encourager les autres » à ne pas chercher des noises à l'Amérique en démontrant sa force et sa puissance¹³⁹. L'accord entre les impitoyables calculs de Cheney, fondés sur les intérêts, et les idéaux normatifs des néoconservateurs, révèle que le soutien pour le paradigme hégémonique pourrait également être synergique, et non pas seulement une affaire de hauts responsables

de la politique de Bush d'accepter les conseils de subordination d'entrepreneurs en normes néoconservateurs, comme Flibbert l'a suggéré. Ce partage d'objectifs entre les décideurs de haut niveau tels que Cheney à l'*Office of the Vice President* (OVP) et les néoconservateurs au sein du secrétariat à la Défense a créé une puissante combinaison un-deux coups de poing dans leur construction d'un cas imparfait et souvent faux pour la guerre.

La construction de normes stratégiques comme comportement politique

Les entrepreneurs en normes néoconservateurs ont manipulé le renseignement, comme on le voit dans leur inspection bâclée des sources. Ils ont sélectionné les sources sur la base de l'utilité idéologique dans une tentative de construire stratégiquement un soutien pour utiliser l'Irak comme un test, et établir leur vision de l'hégémonie américaine. Selon les critiques tels que Greg Thielmann du bureau du département d'État de l'intelligence et de la recherche, l'approche des néoconservateurs à la collecte du renseignement « est devenu un échec du processus car personne n'est allé aux sources primaires¹⁴⁰ ». Ce traitement bâclé des sources, dans la perspective des critiques dans la communauté du renseignement, est venu à propos car le département de la Défense et l'OVP se sont comportés d'une « manière dogmatique, comme s'ils avaient une mission divine », donc « si le renseignement n'était pas en accord avec leur théorie, il n'était pas acceptable¹⁴¹ ». Pour mettre en œuvre leurs croyances, les néoconservateurs au sein du *Office of Special Plans* (OSP), soutenu par un Rumsfeld suspect de la CIA après son expérience insatisfaisante avec ses évaluations lors de la Commission Rumsfeld, s'érigent en un système alternatif de collection de renseignements, d'information et de distribution sans lien avec la CIA et la *Defense Intelligence Agency* (DIA)¹⁴². Peu de temps après le début de la guerre en Afghanistan, des proches collaborateurs de Rumsfeld et de Wolfowitz, Douglas Feith, Abram Shulsky et William Luti, dirigeaient au sein de l'OSP les initiatives de collecte du renseignement destiné à créer les arguments en faveur de la guerre¹⁴³. Ils étaient aussi en charge du processus de reconstruction en Irak¹⁴⁴. L'OSP absorba du renseignement brut en provenance d'autres agences et s'appuya dans une large mesure sur le renseignement fourni par les exilés irakiens, intéressés, du congrès national irakien que dirigeait Ahmed Chalabi¹⁴⁵. En outre, dans les services de John Bolton, sous-secrétaire au Contrôle des armements et à la sécurité internationale, un processus analogue se déroula dans le cadre duquel des données brutes de renseignements humain et électronique étaient examinées par des « loyalistes triés sur le volet, alors que Bolton disposait de sa propre agence de renseignement *ad hoc*¹⁴⁶ ». Les néoconservateurs et leurs alliés, comme Cheney, ont manipulé les renseignements dans le but de construire stratégiquement une justification pour la guerre.

Le comportement de l'OSP se reproduisit au cabinet du vice-président et à la Maison Blanche dans le cadre d'une stratégie plus large d'élaboration de normes stratégiques. Le bureau de Cheney ignora l'examen de la qualité de l'information produite par les sources primaires sur les ADM irakiennes, surtout quand il s'agissait des revendications douteuses des exilés irakiens au service de leurs propres intérêts¹⁴⁷. L'OVP manipula ensuite les médias en divulguant cette information à la presse et en faisant des déclarations publiques en même temps¹⁴⁸. Cette tromperie créa ainsi l'illusion de deux sources, ce qui renforçait la crédibilité des arguments en faveur de la guerre¹⁴⁹. Finalement, compte tenu de l'absence d'une divulgation publique des évaluations de spécialistes sceptiques, les informations fausses disséminées dans le domaine public n'étaient pas contestées¹⁵⁰. Le comportement du bureau de Cheney a démontré comment de hauts responsables politiques pouvaient construire un cas pour la guerre basé sur la diffusion de données déformées.

Ce processus de manipulation de l'information dans l'intérêt de l'élaboration des normes stratégiques n'était pas limité aux élites mais s'étendait également à d'autres responsables politiques. Par exemple, Dick Arme y prétend que, afin d'obtenir son soutien de la résolution d'octobre autorisant l'emploi de la force contre l'Irak, Dick Cheney lui confia que « la capacité de l'Irak de miniaturiser des armes de destruction massive, nucléaires en particulier, s'était considérablement accrue depuis la première guerre du Golfe » et que « al Qaïda collaborait avec Saddam Hussein et des membres de sa famille¹⁵¹ ». Toutefois, « presque trois mois avant le début de la guerre, le gouvernement Bush avait été informé [...] du fait que les preuves citées à l'appui de ces assertions étaient en fait incorrectes et le savait par conséquent¹⁵² ».

Pour les constructivistes, le comportement de l'administration Bush qui a mené à l'invasion de l'Irak, démontre aussi comment il a cherché à utiliser la guerre comme un cas test pour remodeler les normes culturelles qui régissent les politiques stratégiques de la sécurité nationale de l'Amérique. Quelques heures après l'attaque des Twin Towers, « Rumsfeld a soulevé avec son personnel la possibilité d'attaquer l'Irak... *'Hit SH [Saddam Hussein] @ same time—not only UBL [Ousama bin Laden]'*¹⁵³ » (Frappe SH [Saddam Hussein] en même temps, non seulement OBL [Oussama ben Laden]). Par ailleurs, « le lendemain, dans le cercle du cabinet de guerre de Bush, Rumsfeld a demandé si les attentats terroristes ne présentent pas une 'opportunité' d'attaquer l'Irak¹⁵⁴ ». Lors d'une autre réunion le 15 septembre, Wolfowitz a affirmé qu'ils devraient attaquer l'Irak au même moment que l'Afghanistan, car « il a estimé qu'il y avait entre une chance de 10 à 50 pour cent que Saddam était impliqué dans les attentats du 11 septembre¹⁵⁵ ». Cheney a été favorable, mais pas en faveur d'une action immédiate, en disant qu'

« il ne serait pas exclu de l'attaquer à un certain moment¹⁵⁶ ». À la fin du mois de juillet 2002, Sir Richard Dearlove, chef des services de renseignements britannique, a noté dans le *Downing Street Memo* que « Bush voulait renverser Saddam, par une action militaire, justifiée par la conjonction du terrorisme et des ADM¹⁵⁷ ». En bref, dans les huit mois de la fin des combats en Afghanistan, et souvent beaucoup plus tôt, de hauts responsables politiques de la sécurité nationale étaient en accord avec le scénario des néoconservateurs et exhortaient la guerre avec l'Irak.

Basé sur la fondation comportementale de l'OSP, l'OVP et la Maison Blanche, l'administration Bush a vendu le cas pour la guerre au public américain et les élites en dehors de la branche exécutive. Comme Stefan Halper et Jonathan Clarke l'ont souligné, les néoconservateurs avaient réussi, avec succès, à créer un discours politique liant le 11 septembre à l'Irak, « Sept Américains sur dix croyaient que Saddam Hussein avait joué un rôle direct dans les attentats terroristes », en septembre 2003¹⁵⁸. Les néoconservateurs avaient présenté des scénarios cauchemaresques qui ont joué sur l'immédiateté de la menace, « comme lorsque le président Bush a soutenu que, 'selon le gouvernement britannique, le régime irakien pourrait lancer une attaque biologique ou chimique en aussi peu que 45 minutes après l'ordre donné'¹⁵⁹ ». Un autre exemple inclue les arguments faisant valoir le risque que l'Irak fournisse des armes nucléaires à des terroristes reposaient sur la rumeur, non vérifiée, d'un « séjour de deux mois d'Abou Moussab al-Zarqaoui à Bagdad pour traitement médical et sur ses liens avec Ansar al-Islam, une organisation terroriste locale¹⁶⁰ ». Cela était en accord total avec les assertions de la secrétaire d'État Rice et du président Bush dans son discours sur l'état de l'Union selon lesquelles l'Irak avait cherché à acquérir du concentré d'uranium auprès du Niger, cette assertion continua pendant plus de six mois avant que cela eut été mis en doute¹⁶¹. Cette affirmation, en particulier, avait été essentielle pour obtenir l'assentiment des membres d'un congrès craintif à la résolution d'octobre 2002 autorisant l'emploi de la force contre l'Irak¹⁶².

En fait, « quand l'Irak a publié la déclaration de 12.200 pages de la déclaration d'armements fournie à l'ONU en décembre 2002, l'administration inclus dans ses huit omissions essentielles et tromperies, l'affirmation : « La déclaration ne tient pas compte des efforts pour se procurer l'uranium au Niger¹⁶³ ». En conséquence, l'administration Bush a réussi avec succès (du moins avant que l'insurrection prenne forme) à obtenir l'appui de la plupart des Américains pour l'invasion de l'Irak dans le cadre d'une stratégie à grande échelle de construction de norme stratégiques.

Les limites de la diffusion : la chute du paradigme proposé

La position *de facto* hégémonique des États-Unis a été le plus grand atout pour obtenir l'acceptation mondiale du paradigme hégémonique. Au niveau national, la résolution du congrès d'octobre 2002 autorisant l'utilisation de la force et la stratégie de sécurité nationale de 2002, le document exécutive et juridique utilisé pour formaliser et justifier la nouvelle stratégie grandiose, autorisait à la fois la gouvernance hégémonique et la guerre préventive¹⁶⁴. L'applicabilité générale de tels arguments, présentés au niveau de l'État, repose sur l'importance accordée à la norme suggérée par les États-Unis en tant que puissance hégémonique qui fait régner l'ordre international¹⁶⁵.

Comme le soutient Kagan, « s'il y a un droit réglementant le comportement international... il n'existe que parce qu'une puissance comme les États-Unis le défend par la force des armes¹⁶⁶ ». Ses points de vue reflètent la croyance promue par le gouvernement Bush que « les autres grandes puissances *préfèrent* en fait voir une puissance hégémonique bienveillante régir le système international, aussi longtemps que c'est relativement bénin » (italiques dans l'original). Cela élimine à la fois le danger de guerre générale et fait progresser « certaines valeurs que tous les états et cultures, sinon tous les terroristes et les tyrans, partagent », telles que la condamnation du « ciblage de civils innocents¹⁶⁷ ».

Malgré le soutien de la superpuissance américaine, cela n'était presque certainement pas assez pour assurer l'acceptation du paradigme prospectif hégémonique. John Lewis Gaddis soutient que les limites d'essayer de vendre le paradigme uniquement sur la puissance matérielle hégémonique des États-Unis réside dans les rapports d'« hégémonie, de prévention et de consentement¹⁶⁸ ». Le problème est que le peuple américain et les alliés de l'Amérique, qui sont censés donner leur consentement sur la base des avantages offerts par le leadership des États-Unis, se trouvent effrayés par l'aventurisme militaire de l'hégémonie, ce qui les amène à se demander si « il pourrait y avoir *rien de pire* que l'hégémonie américaine¹⁶⁹ » (italiques dans l'original). En outre, la faisabilité d'un shérif américain dominant, imposant un nouvel ordre de la liberté au Moyen-Orient est remise en question en raison de problèmes de l'occupation, dans le cas du test irakien, et des préoccupations quant à savoir si la démocratie libérale est encore une voie pratique pour le Moyen-Orient¹⁷⁰. Comme Madeleine Albright l'a dit à propos de la guerre préventive, la « transformation de l'acte de légitime défense par anticipation, un outil que chaque président a gardé discrètement en réserve, en clé de voûte de la politique de sécurité nationale » crée le danger de « créer un monde dans lequel chaque pays estime être en droit d'attaquer n'importe quel autre qui pourrait un jour le menacer¹⁷¹ ». On voit aussi une telle préoccupation sur la guerre préventive

dans la prépondérance de la critique internationale jurisprudentielle, dont une grande partie accepte le concept traditionnel de préemption, mais rejette la légitimité de la guerre préventive telle qu'énoncée par l'administration Bush¹⁷².

Joseph Nye soutient que le gouvernement Bush a échoué lamentablement dans ce domaine en termes d'« intelligence contextuelle, la capacité de comprendre un environnement en évolution et d'adapter les ressources aux objectifs en se déplaçant avec plutôt que contre le flux dévénements¹⁷³ ». Le fait prédominant à cet échec a été la découverte que les armes de destruction massive n'existaient pas, un fait qui a ruiné la crédibilité de la guerre préventive en sapant le facteur fondamental de légitimation pour son emploi¹⁷⁴.

En conséquence, les politiques soutenues par le gouvernement Bush ne réalisèrent, ni ne furent jamais près de réaliser, une norme en cascade. Au lieu de cela, le paradigme normative proposé par les néoconservateurs réussit à s'attirer l'opposition de pratiquement tous les gouvernements européens alliés de l'Amérique ainsi que du Japon, de grandes puissances telles que la Russie et la Chine et de tout le Moyen Orient à l'exception d'Israël¹⁷⁵. Même dans les États tels que la Grande-Bretagne, dont le gouvernement apporta son soutien, la population était en grande majorité opposée à la guerre¹⁷⁶. Par exemple, « ceux qui s'opposaient à l'action militaire américaine et alliée a augmenté de 65 pour cent en septembre 2002 à 77 pour cent en février 2003 » alors qu'« en Russie, l'opposition à une action militaire en Irak est passé de 79 pour cent à 87 pour cent en mars 2003 » et « en Grande-Bretagne, le pourcentage de ceux qui approuvaient la manière dont Bush gérait l'Irak a chuté de 30 pour cent en septembre 2002 à 19 pour cent en janvier 2003¹⁷⁷ ». Lorsque les États-Unis entrèrent en guerre, leur « coalition des pays volontaires » était théoriquement composée de 50 États mais seules la Grande-Bretagne et l'Australie avaient une présence significative, les autres acteurs étaient un mélange de micro-états et de petits pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes¹⁷⁸. En outre, la tentative d'obtenir le soutien des Nations Unies pour l'emploi de la force contre l'Irak dans une deuxième résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, connut un échec catastrophique lorsque la Russie, la Chine, l'Allemagne, la France, le Canada et les membres tournants du Conseil de sécurité finirent tous par opposer la Grande-Bretagne et des États-Unis¹⁷⁹.

De plus, dans le sillage d'une insurrection et d'une guerre civile coûteuses et de plus en plus catastrophiques, le cas type de la guerre d'Irak se retourna contre le gouvernement Bush et les entrepreneurs en normes néoconservateurs. Comme le déclara l'*Iraq Study Group Report* dirigé par le réaliste James Baker la « situation en Irak est grave et se détériore¹⁸⁰ ». Le résultat de cette politique discrédita le projet normatif dans son ensemble dans un sens pratique et moral. En fait, le résultat était tellement mauvais qu'un grand nombre des premiers entrepreneurs en

normes néoconservateurs ne crurent plus à la chance de réussite¹⁸¹. Par exemple, Richard Perle accusant le « dysfonctionnement catastrophique du gouvernement de George W. Bush » qui était si mauvais, d'après Perle, que « s'il avait pu remonter dans le temps, il n'aurait pas recommandé une invasion de l'Irak¹⁸² ». Kenneth Adelman ajoute, l'air sombre, qu'il « croyait que le néo-conservatisme est mort, au moins pour une génération¹⁸³ ».

Le paradigme hégémonique proposé qui était de transformer la culture stratégique américaine, et donc sa politique de sécurité nationale, s'est effondré. Certaines personnes affirment qu'il s'est effondré parce que les facteurs qui permettaient la nouvelle structure normative, « le soudain sentiment de vulnérabilité des Américains ressenties après le 11 septembre » et « un formidable sentiment de puissance », s'étaient estompés, forçant une retraite à l'ancien paradigme de stratégie de culture normative de la guerre froide¹⁸⁴. Conséquemment, Donald Rumsfeld est remplacé par Robert Gates et les « pragmatiques tels que le secrétaire d'État adjoint Robert Zoellick, le sous-secrétaire d'État Nicholas Burns et le négociateur de la Corée du Nord, Christopher Hill » ont remplacé les « néoconservateurs Wolfowitz, Feith et Bolton¹⁸⁵ ». Finalement, avec l'élection du président Obama et le retrait des troupes américaines aux bases d'Irak et les promesses de retraits complets, on peut dire que le test a produit un résultat sous-optimal, il a conduit à discréditer la norme qui cherchait le succès par validation.

Conclusion

Pour les constructivistes, la culture stratégique est le produit de normes et de vecteurs de culture comme les entrepreneurs en normes néoconservateurs. D'après eux, les États-Unis envahirent l'Irak afin de remplacer les normes culturelles stratégiques qui sous-tendaient la logique de guerre froide par une nouvelle proposition recommandant un changement de régime vers la démocratie via une guerre préventive. Toutefois, pendant la guerre d'Irak, le paradigme suggéré de guerre préventive, soutenu par des entrepreneurs en normes néoconservateurs et des conservateurs traditionnels convertis appartenant au gouvernement Bush, ne réussit finalement pas à remplacer les stratégies d'engagement multilatéral et de maintien du *statu quo* géostratégique datant de l'ère de la guerre froide. Cette norme suggérée faisait partie d'une stratégie révolutionnaire soutenant une politique de guerre préventive, dans le cadre d'une structure sociale plus vaste dans laquelle la puissance hégémonique promouvait la démocratie en employant la force. Pour diffuser cette nouvelle vision, les États-Unis ont utilisé la guerre en Irak comme un cas test qui prouverait la validité et l'efficacité du concept de guerre préventive.

Un nouveau groupement international tels que « coalitions d'états volontaires » et la stratégie de sécurité nationale de 2002 devait fournir les documents légitimant ces nouvelles politiques. Cette diffusion fut toutefois entravée par une vigoureuse opposition au niveau aussi bien national qu'international, ainsi que par le coût de la guerre d'Irak. La culture stratégique et la politique de sécurité nationale américaine caressèrent brièvement le paradigme néoconservateur mais semblent, en fin de compte, revenir à quelque variante du paradigme normatif de la guerre froide. Du point de vue constructiviste, la guerre en Irak n'a pas seulement échoué à démontrer la validité d'une nouvelle vision de la culture stratégique américaine, mais aussi sapé le paradigme qu'il était censé inaugurer.

Notes

1. MORGAN, Forrest E., *Compellence and the Strategic Culture of Imperial Japan: Implications for Coercive Diplomacy in the Twenty-First Century*, Chicago : Westport, CN, 2003, p. 20.
2. WILSON, Richard W., « The Many Voices of Political Culture: Assessing Different Approaches », *World Politics* 52, no. 2, janvier 2000, pp. 246-247.
3. GRAY, Colin S., « Comparative Strategic Culture », *Parameters*, Hiver 1984, pp. 26-33.
4. FINNEMORE, Martha, *National Interests in International Society*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 1996, pp. 69-73, pp. 86-88 ; GLENN, John, « Introduction », *Neorealism Versus Strategic Culture*, ed. John Glenn, Darryl Howlett et Stuart Poore, Burlington, VT : Ashgate, 2004, pp.8-10 ; SONDDHAUS, Lawrence, *Strategic Culture and Ways of War*, New York : Routledge, Taylor & Francis Group, 2006, pp. 123-129.
5. LONGHURST, Kerry, *Germany and the Use of Force: The Evolution of German Security Policy, 1990-2003*, Manchester : Manchester University Press, 2004, p. 17. Voir aussi SONDDHAUS, *Strategic culture*, pp. 123-29.
6. LONGHURST, *Germany and the Use of Force*, pp. 17-18 ; SONDDHAUS, *Strategic culture*, pp. 123-29.
7. LONGHURST, *Germany and the Use of Force*, p. 17. Voir aussi SONDDHAUS, *Strategic culture*, pp. 123-129.
8. FINNEMORE, Martha et SIKKINK, Kathryn, « International Norm Dynamics and Political Change », *International Organization* 50, no. 2, Autumn 1998, pp. 895-905. Voir aussi KOWERT, Paul et LEGRO, Jeffrey, « Norms, Identity, and Their Interests: A Theoretical Reprise », in *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, ed. Peter J. Katzenstein, New York : Columbia University Press, 1996, pp. 492-94.
9. FINNEMORE, *National Interests in International Society*, pp. 135-37.
10. POORE, Stuart, « Strategic Culture », in Glenn, Howlett, and Poore *Neorealism versus Strategic Culture*, p. 61.
11. KATZENSTEIN, Peter J., « Introduction: Alternative Perspectives on National Security » in KATZENSTEIN, *Culture of National Security*, p. 2.
12. Finnemore, *National Interests in International Society*, p. 29.
13. JEPPEPERSON, Ronald L., KATZENSTEIN, Peter J. et WNDT, Alexander, « Norms, Identity, and Culture in National Security », in KATZENSTEIN, *Culture of National Security*, p. 54.
14. *Id.*, pp. 33-36, pp. 52-53.
15. KOWERT et LEGRO, « Norms, Identity, and Their Interests », p. 470, pp. 474-75.
16. FLORINI, Ann, « The Evolution of International Norms », *International Studies Quarterly* 40, no. 3, septembre 1996, pp. 377-78 ; KOWERT et LEGRO, « Norms, Identity, and Their Interests », pp. 469-74.
17. FLORINI, « Evolution of International Norms », p. 374.
18. BERGER, Thomas U., *Cultures of Antimilitarism*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1998, pp. 9-15.
19. FINNEMORE et SIKKINK, « International Norm Dynamics », p. 895.
20. FLIBBERT, Andrew, « The Road to Baghdad: Ideas and Explanations », *Security Studies* 15, no. 2, avril-juin 2006, pp. 310-18, pp. 325-29.

21. KOWERT et LEGRO, « Norms, Identity, and Their Interests », pp. 469-77.
22. FLORINI, Ann, « The Evolution of International Norms », *International Studies Quarterly* 40, no. 3, septembre 1996, pp. 377-78.
23. RICKS, Thomas E., *Fiasco: The American Military Adventure in Iraq*, New York : Penguin Press, 2006, pp. 27-28.
24. FLIBBERT, « Road to Baghdad ». pp. 310-18, pp. 325-29, pp. 331-49.
25. *Id.*
26. GELLMAN, Barton, *Angler: The Cheney Vice Presidency*, New York : Penguin Press, 2008, p. 53, pp. 225-42 ; PACKER, George, *The Assassins' Gate: America in Iraq*, New York : Farrar, Straus and Giroux, 2005, pp. 13-14, pp. 42-44, pp. 62-65 ; PARMEER, Inderjeet, « Foreign Policy Fusion: Liberal Interventionists, Conservative Nationalists and Neoconservatives—The New Alliance Dominating the US Foreign Policy Establishment », *International Politics* 46, no. 2/3, 2009, pp. 177-80, pp. 203-4 ; SUSKIND, Ron, *The One Percent Doctrine: Deep inside America's Pursuit of Its Enemies since 9/11*, New York : Simon & Schuster, 2006, pp. 61-63.
27. SUSKIND, *One Percent Doctrine*, pp. 61-63.
28. GELLMAN, *Angler*, p. 53, pp. 225-42.
29. FLIBBERT, « Road to Baghdad », pp. 310-14, pp. 341-49 ; LOTT, Anthony D., *Creating Insecurity: Realism, Constructivism, and U.S. Security Policy*, Burlington, VT : Ashgate, 2004, pp. 150-55.
30. FLIBBERT, « Road to Baghdad », pp. 310-14, pp. 341-49 ; LOTT, *Creating Insecurity*, pp. 150-55 ; MONTEN, Jonathan, « The Roots of the Bush Doctrine », *International Security* 29, no. 4, Spring 2005, pp. 140-53.
31. FLIBBERT, « The Road to Baghdad », pp. 310-18, pp. 325-29, 331-49 ; LOTT, *Creating Insecurity*, pp. 150-55 ; et MONTEN, « Roots of the Bush Doctrine », pp. 140-53.
32. FLIBBERT, « The Road to Baghdad », pp. 310-12, pp. 341-49.
33. MONTEN, « Roots of the Bush Doctrine », pp. 140-53.
34. FLIBBERT, « Road to Baghdad », pp. 310-14, pp. 341-49 ; LOTT, *Creating Insecurity*, pp. 150-55 ; MONTEN, « Roots of the Bush Doctrine », pp. 140-53.
35. MEARSHEIMER, John J. et WALT, Stephen M., *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, New York : Farrar, Straus and Giroux, 2007, pp. 58-75.
36. FLIBBERT, « Road to Baghdad », pp. 310-14, pp. 341-49 ; LOTT, *Creating Insecurity*, pp. 150-55.
37. BUSH, George, « National Security Directive 26: U.S. Policy toward the Persian Gulf », Washington, DC : White House, 2 octobre 1989, pp. 1-3 ; BUSH, George, « National Security Directive 54: Responding to Iraqi Aggression in the Gulf », Washington, DC : White House, 15 janvier 1991, pp. 1-3.
38. MANN, James, *Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet*, New York : Penguin Books, 2004, pp. 184-85 ; WOODWARD, Bob, *The Commanders*, New York : Simon & Schuster, 1991, pp. 226-27, pp. 230-31.
39. MANN, *Rise of the Vulcans*, pp. 184-85 ; WOODWARD, *Commanders*, pp. 226-27.
40. WOODWARD, *Commanders*, pp. 226-27.
41. GOLDBERG, Jeffrey, « Breaking Ranks », *New Yorker*, 31 octobre 2005, p. 3.
42. BUSH, George et SCOWCROFT, Brent, « Why We Didn't Go to Baghdad » in *The Iraq War Reader: History, Documents, Opinions*, ed. Micah L. Sifry et Christopher Cerf, New York : Simon & Schuster, 2003, pp. 101-2.
43. *Id.*
44. *Id.*, et GOLDBERG, « Breaking Ranks », pp. 3-4.
45. Sénat, *U.S. Policy toward Iraq, Part 2, Hearing of the Senate Armed Forces Committee, 28 September 2000, Statement of Anthony Zinni, Retired General, USMC, and Former CINC, U.S. Central Command*, 106e Cong., 2e sess., <http://www.iraqwatch.org/government/US/Hearings/Preparedstatements/sasc-9-28-00.htm>.
46. MANN, *Rise of the Vulcans*, pp. 123-25 ; RECORD, Jeffrey, *Hollow Victory: A Contrary View of the Gulf War*, Washington, DC : Brassey's, 1993, pp. 25-28.
47. GORDON, Michael R. et TRAINOR, Bernard E., *The Generals' War: The Inside Story of the Conflict in the Gulf*, Boston : Little, Brown, 1995, pp. 455-56 ; GOLDBERG, « Breaking Ranks », pp. 5-6.
48. GORDON et TRAINOR, *Generals' War*, 455-56 ; GOLDBERG, « Breaking Ranks », pp. 5-6.
49. BUSH et SCOWCROFT, « Why We Didn't Go to Baghdad », p. 102.
50. *Id.*
51. *Id.* ; « Dick Cheney », interview with Bruce Collins of the American Enterprise Institute, ProCon.org, 15 avril 1994, <http://www.usiraq.procon.org/view.source.php?sourceID=3459> ; « Life and Career of Dick Cheney », (video), C-SPAN Video Library, 15 April 1994, <http://www.c-spanvideo.org/program/58277-1>

52. BUSH et SCOWCROFT, « Why We Didn't Go to Baghdad », p. 102 ; Cheney, interview, pp. 1-2, New York : Farrar, Straus, and Giroux, 2007, pp. 58-75.
53. Cheney, interview, pp. 1-2.
54. MANN, *Rise of the Vulcans*, pp. 189-92.
55. RICKS, *Fiasco*, pp. 12-23 ; Sénat, *Statement of the Honorable Walter B. Slocombe, Under Secretary of Defense for Policy, to the Senate Armed Services Committee, 19 September 2000: Defense Aspects of United States Policy toward Iraq, Statement before the Senate Armed Services Committee*, 106e Cong., 2e sess., <http://www.iraqwatch.org/government/us/hearingspreparedstatements/slocombe-sasc-9-19-00.pdf>.
56. MANN, *Rise of the Vulcans*, p. 119.
57. *Id.*
58. *Id.*
59. KAGAN, Robert, « The Benevolent Empire », *Foreign Policy* 111, Summer 1998, pp. 26, 30.
60. *Id.*, p. 31.
61. *Id.*
62. *Id.*, p. 32.
63. KAGAN, Robert, *Of Paradise and Power: America and Europe in the New World Order*, New York : Alfred A. Knopf, 2003, pp. 31-53.
64. LEMANN, Nicolas, « The Next World Order », in Sifry and Cerf, *Iraq War Reader*, pp. 263-65.
65. *Id.*
66. *Id.*, p. 264.
67. PACKER, *Assassins' Gate*, pp. 23-32 ; Project for the New American Century, « An Open Letter to President Clinton: Remove Saddam from Power », in Sifry and Cerf, *Iraq War Reader*, pp. 199-201.
68. « Excerpts from the Pentagon's Plan », *New York Times*, 8 mars 1992, p. 14 ; LEMANN, « Next World Order », pp. 253-55 ; TYLER, Patrick E., « U.S. Strategy Calls for Insuring No Rivals », *New York Times*, 8 mars 1992, p. 1.
69. « Excerpts From the Pentagon's Plan », p. 14 ; LEMANN, « Next World Order », pp. 253-55 ; TYLER, « U.S. Strategy 175 », p. 1.
70. VKAPLAN, Lawrence F. et KRISTOL, William, *The War over Iraq: Saddam's Tyranny and America's Vision*, San Francisco : Encounter Books, 2003, pp. 81-82.
71. *Id.*, pp. 88-89.
72. *Id.*
73. *Id.*, pp. 39-49.
74. WOLFOWITZ, Paul, « Clinton's First Year », *Foreign Affairs* 73, no. 1, janvier-février 1994, pp. 36-38 ; WOLFOWITZ, « Remembering the Future », *National Interest* 59, Spring 2000, pp. 36-37.
75. LEMANN, « Next World Order », p. 255.
76. CHACE, James, « Present at the Destruction: The Death of American Internationalism », *World Policy Journal* 20, no. 1, Spring 2003, p. 1.
77. *Id.*
78. HALPER, Stefan et CLARKE, Jonathan, *America Alone: The Neo-Conservatives and the Global Order*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004, p. 121.
79. *Id.*, pp. 145-46.
80. *Id.* et LEMANN, « Next World Order », pp. 254-55.
81. Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the United States, *Executive Summary of the Report of the Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the United States*, Washington, DC : The Commission, 15 juillet 1998, <http://permanent.access.gpo.gov/lps1200/BMThreat.htm>.
82. *Id.*
83. HALPER et CLARKE, *America Alone*, pp. 94-98 ; MANN, *Rise of the Vulcans*, pp. 304-5.
84. HALPER et CLARKE, *America Alone*, pp. 94-98 ; MANN, *Rise of the Vulcans*, pp. 304-5.
85. HALPER et CLARKE, *America Alone*, p. 95.
86. *Id.*; DAALDER, Ivo H. et LINDSAY, James M., *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy*, Hoboken, NJ : John Wiley & Sons, 2005, pp. 112-13.

87. HALPER et CLARKE, *America Alone*, pp. 94–98 ; DAALDER et LINDSAY, *America Unbound*, pp.112–13.

88. LEHMANN, « Next World Order », pp. 254–55 ; MANN, *Rise of the Vulcans*, pp. 189–93 ; RICKS, *Fiasco*, pp. 23–25, pp. 27–28.

89. LEHMANN, « Next World Order », pp. 254–55.

90. *Id.* ; « Excerpts from the Pentagon's Plan », p. 14.

91. GAILBRAITH, Peter W., *The End of Iraq: How American Incompetence Created a War without End*, New York : Simon & Schuster, 2006, pp. 67–69.

92. RICE, Condoleeza, « Promoting the National Interest », *Foreign Affairs* 79, no. 1, janvier-février 2000, p. 61.

93. RICKS, *Fiasco*, p. 25.

94. « Interview of Vice President Richard Cheney by Tim Russert of NBC's Meet the Press » (transcript excerpts), Iraq Watch, 20 mai 2001, <http://www.iraqwatch.org/government/US/WH/cheney-nbc-press-5-20-01.htm>.

95. DRAPER, Robert *Dead Certain: The Presidency of George W. Bush*, New York : Free Press, 2007, pp. 128–29.

96. *Id.*

97. RICKS, *Fiasco*, pp. 27–28.

98. CLARKE, Richard A., *Against All Enemies: Inside America's War on Terror*, New York : Free Press, 2004, pp. 227–34.

99. « Anonymous » [SCHEUER, Michael], *Imperial Hubris: Why the West Is Losing the War on Terror*, Washington, DC : Brassey's, 2004, pp. 138–40, pp. 255–59 ; RICKS, *Fiasco*, pp. 46–48.

100. BUSH, George, « Remarks at West Point », pp. 269–70 ; « Bush's State of the Union Speech », 28 janvier 2003, CNN.com, http://articles.cnn.com/2003-01-28/politics/sotu.transcript_1_tax-relief-corporate-scandals-and-stock-union-speech?_s=PM:ALLPOLITICS ; CHENEY, Richard, « Remarks to the Veterans of Foreign Wars: The Risks of Inaction Are Far Greater than the Risks of Action », 26 août 2002, in Sifry and Cerf, *Iraq War Reader*, pp. 298–300.

101. GELLMAN, *Angler*, pp. 231–33 ; SUSKIND, *One Percent Doctrine*, pp. 62–63.

102. BUSH, « Remarks at West Point, p. 269 ; BUSH, *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington, DC : White House, septembre 2002, pp. 13–16, http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/nss/nss_sep2002.pdf; DAALDER et LINDSAY, *America Unbound*, pp. 43–44, p. 80, pp. 121–24.

103. Cité in WOLFOWITZ, Paul, « Building the Bridge to a More Peaceful Future », remarks, San Francisco, CA, 6 décembre 2002, <http://www.defense.gov/speeches/speech.aspx?speechid=310>.

104. FRUM et PERLE, *An End to Evil: How to End the War on Terror*, New York : Random House, 2003, p. 33, pp. 129–37, pp. 214–17.

105. RICKS, *Fiasco*, pp. 47–48.

106. *Id.*

107. KAPLAN et KRISTOL, *War over Iraq*, p. 46, pp. 47–49, pp. 99–105.

108. *Id.*, pp. 99–109 ; « Remarks by Paul D. Wolfowitz, Assistant Secretary of Defense, U.S. Defense Department », excerpts, Iraq Watch, 23 janvier 2003, <http://www.iraqwatch.org/government/US/Pentagon/dod-wolfowitz-012303.htm>.

109. RICKS, *Fiasco*, p. 30.

110. *Id.*

111. *Id.*, p. 17 ; WOLFOWITZ, « Remembering the Future », pp. 39–40.

112. FRUM et PERLE, *End to Evil*, p. 27.

113. *Project for the New American Century*, « Open Letter to President Bush: 'Lead the World to Victory' », in Sifry and Cerf, *Iraq War Reader*, p. 223.

114. Cité in DAALDER et LINDSAY, *America Unbound*, p. 85.

115. ADELMAN, Ken, « Cakewalk in Iraq », *Washington Post*, 13 février 2002, p. A27.

116. BUSH, *National Security Strategy*, p. [ii].

117. *Id.*, p. 1.

118. *Id.*, p. 3.

119. *Id.*, p. 15.

120. *Id.*

121. *Id.*

122. BUSH, George, « State of the Union Speech: The Axis of Evil », 29 janvier 2002, in Sifry and Cerf, *Iraq War Reader*, p. 251.
123. BUSH, « Remarks at West Point », p. 269.
124. *Id.*, p. 271.
125. BUSH, « A Grave and Gathering Danger . . . », 12 septembre 2002, in Sifry and Cerf, *Iraq War Reader*, p. 317.
126. « Rice on Iraq, War and Politics », *Online NewsHour*, 25 septembre 2002, http://www.pbs.org/newshour/bb/international/july-dec02/rice_9-25.html.
127. *Id.*
128. « Transcript of Interview with Vice-President Dick Cheney », on *Meet the Press*, 8 septembre 2002, <http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/bush/meet.htm>.
129. *Id.*
130. *Id.*
131. *Id.*
132. *Id.* (citant le president Clinton, 1998).
133. *Id.*
134. CHENEY, « Remarks to the Veterans of Foreign Wars », p. 299.
135. *Id.*
136. SUSKIND, *One Percent Doctrine*, p. 62.
137. Cité in GELLMAN, *Angler*, pp. 231–32.
138. *Id.*
139. *Id.*
140. HERSH, Seymour M., *Chain of Command: The Road from 9/11 to Abu Ghraib*, New York : Harper-Collins, 2004, p. 218, pp. 222–23.
141. *Id.*, pp. 218–19.
142. *Id.*, pp. 207–9, p. 211 ; Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the United States, *Executive Summary*, p. 3.
143. HERSH, *Chain of Command*, pp. 207–9, pp. 219–22 ; PACKER, *Assassins' Gate*, pp. 105–8.
144. HERSH, *Chain of Command*, pp. 207–9, pp. 219–22 ; PACKER, *Assassins' Gate*, pp. 105–8.
145. HERSH, *Chain of Command*, pp. 207–9, p. 211.
146. *Id.*, pp. 222–23.
147. *Id.*, pp. 217–19.
148. *Id.*
149. *Id.*
150. *Id.*
151. GELLMAN, *Angler*, p. 217.
152. *Id.*, pp. 219–22.
153. WOODWARD, Bob, *Plan of Attack*, New York : Simon & Schuster, 2004, pp. 24–25.
154. *Id.*, p. 25.
155. *Id.*, p. 26.
156. *Id.*, p. 25.
157. Cité in DANNER, Mark, *The Secret Way to War: The Downing Street Memo and the Iraq War's Buried History*, New York : New York Review of Books, 2006, p. 7.
158. HALPER et CLARKE, *America Alone*, p. 201.
159. *Id.*, pp. 209–10 ; BUSH, « Remarks by the President in the Rose Garden », 26 septembre 2002, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/09/print/20020926-1.html>.
160. HALPER et CLARKE, *America Alone*, p. 212 ; POWELL, Colin, « Presentation to the U.N. Security Council: A Threat to International Peace and Security », 6 février 2003, in Sifry and Cerf, *Iraq War Reader*, pp. 475–76.
161. HALPER et CLARKE, *America Alone*, pp. 213–14.
162. *Id.*
163. *Id.*

164. GADDIS, John Lewis, *Surprise, Security, and the American Experience*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 2004, pp. 69–94 ; Robert Longley, « Iraq Attack: Aggression or Self-Defense? », <http://usgovinfo.about.com/library/weekly/aa091011a.htm>.
165. FLORINI, « Evolution of International Norms », pp. 374–79 ; KAGAN, *Of Paradise and Power*, pp. 33–35, p. 41.
166. KAGAN, *Of Paradise and Power*, p. 95.
167. GADDIS, *Surprise, Security*, p. 88.
168. *Id.*, p. 95, pp. 100–4.
169. *Id.*, pp. 100–1.
170. *Id.*, pp. 103–4.
171. ALBRIGHT, Madeleine K., « Bridges, Bombs, or Bluster? », *Foreign Affairs* 82, no. 5, septembre-octobre 2003, p. 4.
172. CUSIMANO LOVE, Maryann, « Real Prevention: Alternatives to Force », *America* 188, no. 2, 20 janvier 2003, pp. 12–13 ; MURSWIEK, Dietrich, « The American Strategy of Preemptive War and International Law », abstract, mars 2003, Social Science Research Network, http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=397601; « Attacking Iraq: Subverting International Law—2003 », Middle East Subcommittee, National Lawyers Guild, <http://www.nlg.org/mideast/resolutions/resolutions.shtml#2003>; WALZER, Michael, « No Strikes », *New Republic* 227, no. 14, 30 septembre 2002, pp. 19–22 ; WALZER, « Iraq an Unjust War, Walzer Argues », *Daily Princetonian*, 5 octobre 2006, p. 1.
173. NYE Jr., Joseph S., « Transformational Leadership and U.S. Grand Strategy », *Foreign Affairs* 85, no. 4, juillet-août 2006, pp. 144, 148.
174. GORDON, Philip H., « The End of the Bush Revolution », *Foreign Affairs* 85, no. 4, juillet-août 2006, pp. 75–78 ; NYE, « Transformational Leadership », p. 148.
175. TUCKER, Robert W. et HENDRICKSON, David C., « The Sources of American Legitimacy », *Foreign Affairs* 83, no. 6, novembre-décembre 2004, p. 27, p. 32 ; LAFRANCHI, Howard, « At the UN, It's Not Just about Iraq », *Christian Science Monitor*, 30 octobre 2002, <http://www.csmonitor.com/2002/1030/p01s03-uspo.html>; TORBAKOV, Igor, « Split Develops within Russia's Policy Community over Iraq Crisis », *Eurasianet.org*, 17 mars 2003, <http://www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav031803.shtml>.
176. TUCKER et HENDRICKSON, « Sources of American Legitimacy », p. 27, p. 32 ; LAFRANCHI, « At the UN » ; TORBAKOV, « Split Develops ».
177. GORDON, Philip H. et SHAPIRO, Jeremy, *Allies at War: America, Europe, and the Crisis over Iraq*, New York : McGraw-Hill, 2004, p. 144.
178. HALPER et CLARKE, *America Alone*, p. 228.
179. GORDON et SHAPIRO, *Allies at War*, pp. 145–46, pp. 152–53.
180. BAKER III, James A. et al., *The Iraq Study Group Report*, New York : Vintage Books, 2006, p. xiii, http://permanent.access.gpo.gov/lps76748/iraq_study_group_report.pdf; et BAKER, Peter et RICKS, Thomas E., « Old Hands from the Family Business », *Washington Post*, 10 novembre 2006, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/11/09/AR2006110901981.html>.
181. ROSE, David, « Neo Culpa », *Vanity Fair*, 5 novembre 2006, <http://www.vanityfair.com/politics/features/2006/12/neocons200612>.
182. Cité in *id.*
183. Cité in *id.*
184. GORDON, « End of the Bush Revolution », *Foreign Affairs* 85, no. 4 juillet-août 2006, pp. 75–78.
185. *Id.*; BAKER et RICKS, « Old Hands » ; COOPER, Helene et SANGER, David E., « Rice's Counselor Gives Advice Others May Not Want to Hear », *New York Times*, 28 octobre 2006, <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9E01E6D9153FF93BA15753C1A9609C8B63>; THOMAS, Evan et al., « The Rescue Squad », *Newsweek* 148, no. 21, 20 novembre 2006, pp. 38–45.